

<http://fenvac.eu/otages-du-sahel-trois-ans-d-un>



Otages du Sahel : trois ans d'un interminable calvaire

- Infos Terrorisme -

Publication date: lundi 16 septembre 2013

Copyright © FENVAC - Tous droits réservés

Les familles des quatre Français enlevés dans la nuit du 15 au 16 septembre 2010 organisent une marche nocturne à Paris pour marquer ce triste anniversaire.

« Trois ans ! Ce n'est pas pensable, c'est du délire... » Quand elle a été libérée, en février 2011, dans le désert du Sahel par ses ravisseurs, jamais l'ex-otage Françoise Larribe n'aurait pensé vivre pareil calvaire : l'attente interminable. Celle de la libération son époux, Daniel, enlevé avec elle et cinq autres employés des sociétés Areva et Vinci, sur le site minier d'Arlit, dans le nord du Niger, par un commando d'Al Qaeda au Magrehb islamique (Aqmi). Le kidnapping, d'une incroyable audace, a eu lieu dans la nuit du 15 au 16 septembre 2010. En février 2011, à l'issue d'âpres négociations, ponctuées par le versement d'une forte somme d'argent, Françoise a été libérée, aux côtés de deux autres otages, de nationalités togolaise et malgache.

Ce dimanche, en fin de journée, les familles des quatre otages doivent se regrouper devant le Quai d'Orsay, à Paris, avant de rallier en voiture le siège de Vinci, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). C'est dans cette ville huppée de l'ouest parisien qu'elles entameront une longue marche, à partir de trois heures du matin, en forme de calvaire, avec plusieurs stations. Direction le siège d'Areva, à la Défense, puis l'Elysée, l'Assemblée nationale, le Quai d'Orsay, le ministère de la Défense. A chaque fois, les représentants des familles déposeront une lettre adressée au patron des lieux. Vers huit heures du matin lundi, après 20 km de marche, ils comptent être reçus par un adjoint de Laurent Fabius. Le ministre sera, lui, absent ce lundi matin.

Fin juillet, les autorités françaises ont reçu une preuve de vie des quatre hommes, dont on était sans nouvelle depuis le lancement de l'opération militaire Serval au Mali. L'écriture des otages a été authentifiée par leurs proches. Depuis, rien n'a filtré. Conformément aux instructions données par l'Elysée, la DGSE qui gère ce dossier garde un silence complet sur cette affaire. Depuis son élection, François Hollande a fait savoir qu'il n'était plus question de payer des rançons pour obtenir la libération d'otages, avant que d'autres soient kidnappés.

Mais comment, dès lors, obtenir leur libération ? Au comble de l'inquiétude après l'annonce de la mort de Philippe Verdon, enlevé au Mali en novembre 2011, leurs familles se le demandent. Pendant des mois, elles ont respecté les consignes de silence prodiguées par les autorités à Paris. Mais après deux ans d'attente vaine, elles ont changé de stratégie et décidé de lancer une série d'actions publiques à travers la France. « Est-ce bien ou pas pour nos proches ? Je n'en sais rien », confie Françoise Larribe, avant d'ajouter : « On a que cela à faire... »

Libération.fr - Thomas HOFNUNG - 15 septembre 2013
